



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Août 2003

Volume 2, Numéro 8

LIGNE DE FOND	1
Cancun En Perspectives : Un Nouveau Draft De Déclaration Ministérielle De L'OMC Et Quelques Mises Au Point Sur La Transparence	1
L'Agriculture Dans La Déclaration Ministérielle Révisée Du 24 Août 2003	3
NOUVELLES DE L'OMC	5
ADPIC : Un Compromis Adopté De Justesse	5
Les Thèmes De Singapour Agendés, Les Pays Africains Insatisfaits	6
SUR LE FIL	8
Les Pays ACP Contre Une Disparition Brutale Des «Préférences» Commerciales	8
UE/CEDEAO : Négociations Préalables En Vue Des APE	9
EVENEMENTS	10
PUBLICATIONS	12

LIGNE DE FOND

Cancun En Perspectives : Un Nouveau Draft De Déclaration Ministérielle De L'OMC Et Quelques Mises Au Point Sur La Transparence

Le conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a rendu public dimanche 24 août, un projet révisé de déclaration en vue de la conférence ministérielle de l'organisation qui se tiendra à Cancun (Mexique) du 10 au 14 septembre prochain. Ce texte de 25 pages, très attendu, couvre les domaines clés des négociations commerciales du cycle de Doha (http://www.ictsd.org/ministerial/cancun/docs/Job_03.150.Rev.1.pdf). Le document comporte en particulier des propositions de décisions dans les domaines de l'agriculture et de l'accès des produits industriels aux marchés. Le projet révisé de déclaration propose des cadres, le plus souvent non chiffrés, qui seront soumis à l'approbation des ministres des 146 pays membres de l'OMC lors de la conférence de Cancun. Des blocages de la part de certains pays et un grand nombre de nouvelles propositions ont retardé la publication du projet de déclaration.

Sur son contenu (voir par ailleurs articles sur ADPIC, Agriculture et Thèmes de Singapour), il faut saluer dans le projet de déclaration, la mention dans le, même succincte, concernant l'initiative sectorielle sur le coton, mais aussi les références à la dépendance envers les matières premières agricoles d'un grand nombre de PED et aux problèmes liés à la chute et à l'instabilité de leurs prix sur les marchés mondiaux. En effet, la plupart des observateurs s'accorde pour reconnaître que la réduction des soutiens à l'agriculture européenne et

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

américaine ne résoudra que partiellement ce problème.

Cette mention fait écho à l'initiative du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, soutenue par la plupart des PED, qui ont présenté fin juillet une communication dans laquelle ils demandent que soit examinées dans les négociations les situations de crise que connaissent des pays en développement fortement tributaires des exportations de produits primaires et qui sont confrontés à la baisse tendancielle des prix de ces produits. Ils demandent que cette question soit abordée à l'OMC.

Mais l'Australie, les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne, tout en reconnaissant la pertinence du problème soulevé par ces pays, avaient considéré que l'OMC n'était pas l'enceinte appropriée pour traiter de ces questions.

Cancun en perspective

Pendant la dernière réunion du Conseil Général préparatoire pour Cancun, tenue les 26 et 27 août, les membres ont fait des commentaires sur le projet de déclaration ministérielle. Beaucoup d'entre eux ont rappelé les conclusions de la réunion des chefs de délégation du 25 août et ont émis des points de vue basés sur les consultations avec leur capitale. La majorité des commentaires s'est concentrée sur l'agriculture, l'accès aux marchés des produits non agricoles et les questions de Singapour.

Après qu'une quarantaine d'orateurs aient pris la parole, le directeur général Supachai Panitchpakdi de l'OMC a pris acte des différentes interventions, y compris les commentaires des Membres qui ont considéré que la déclaration n'était pas fidèle au mandat pour le développement du cycle de Doha, n'était pas équilibré et reflétait les positions de certains groupes de pays mieux que d'autres. Il a dit que le texte avait été laissé quelque peu ouvert pour permettre aux ministres d'avoir une certaine flexibilité dans leur travail à Cancun, sans préjuger des résultats finaux des négociations. Il a également noté que les membres s'engageaient enfin sur de vraies négociations, et les a encouragés à continuer dans cette voix.

Récapitulant les différents commentaires sur le projet de déclaration, le président Pérez del Castillo a noté qu'aucun consensus significatif n'avait été enregistré. Il a souligné que si le texte a essuyé beaucoup de critiques, personne ne l'avait vraiment rejeté en bloc. Le fait est que personne ne l'a aimé, mais que chacun pourrait vivre avec lui, était plutôt un bon signe.

La brièveté du délai entre la publication de la déclaration et la Conférence est une source de préoccupation majeure pour les pays en développement. Généralement les délégués devaient avoir assez de temps pour envoyer les projets dans leurs capitales, se concerter avec les autres pays en voie de développement et donner leur sentiment lors des sessions du Conseil Général.

Mais le processus de Genève semblait se terminer avec cette dernière réunion, et le président Pérez del Castillo a déclaré qu'il expédierait maintenant le projet de déclaration sans modification aux ministres à Cancun, mais pas comme un texte qui reflète toutes les positions des Membres. Il l'enverrait sous sa propre responsabilité avec une lettre d'accompagnement. Dans cette lettre, le président Pérez del Castillo, avec le directeur général, consigneraient les diverses préoccupations des Membres en mentionnant les désaccords persistants sur les secteurs importants de la négociation. Il a souligné qu'il rédigerait cette lettre sous sa propre responsabilité, et d'une manière "objective". Il a conclu que les discussions étaient terminées à Genève, et que les grandes divergences pourraient être résolues au niveau politique par les ministres à Cancun.

Transparence Interne : le courroux des pays africains

Tirant les leçons des Conférences ministérielles de l'OMC précédentes, les pays africains proposent l'adoption de mesures procédurales (WT/GC/W/510) de nature à verrouiller toute tentative des pays développés de délibérer sans tenir compte de leurs avis. Les pays africains réaffirment la nécessité d'établir des règles de procédures fiables pour le reste du processus

préparatoire à Genève et pour la Conférence ministérielle. Ces règles de procédure devraient garantir que les propositions des divers Membres ou groupes de Membres soient reflétées de manière adéquate dans les projets de textes qui constituent la base des négociations ; et donner à tous les Membres de manière adéquate la possibilité et le temps d'examiner et de réviser les projets de textes ministériels, lesquels doivent être approuvés par tous les Membres dans le cadre du Conseil général et n'être transmis par aucun fonctionnaire sous sa propre responsabilité.

En outre, les pays africains considèrent que lors de la Conférence ministérielle, un comité plénier officiel ou une instance plénière devrait être établi et devrait servir pendant toute la durée de la Conférence de principal organe de prise de décisions. Ce comité devrait prendre des décisions sur certains points, y compris: l'ordre du jour, la désignation des fonctionnaires, l'établissement de tous groupes de travail ou groupes de consultation, la présidence de ces groupes et les procédures transparentes et permettant une large participation pour la rédaction, la révision et l'adoption des textes ministériels.

Par ailleurs, si des réunions ou des consultations restreintes sur des questions particulières sont jugées utiles, elles devraient être régies par leurs propres règles. Toutes les réunions ainsi proposées devraient être approuvées par la séance plénière ou le comité plénier et être ouvertes à tous les Membres intéressés, et des rapports sur ces réunions devraient être faits à la séance plénière ou au comité plénier pour que tous les Membres soient informés et prennent une décision.

Les pays africains rejettent en bloc l'idée de réunions exclusives du type "salon vert" la dernière nuit ou le dernier jour et s'attendent à ce que les projets de textes révisés soient disponibles dans toutes les langues officielles 24 heures avant la conclusion de la Conférence afin que les Membres aient suffisamment de temps pour y réfléchir et proposer les modifications qu'ils jugent nécessaires.

L'Agriculture Dans La Déclaration Ministérielle Révisée Du 24 Août 2003

Sur l'agriculture, le texte reflète certains éléments du plan commun de l'Union européenne et des Etats-Unis publié le 13 août dernier, et tient compte des propositions soumises par plusieurs pays en développement, notamment du groupe de Cairns et du « Like Minded Group » (voir www.ictsd.org) mais avec davantage de détails sur les dispositions spéciales concernant les pays en développement. A défaut d'établir des modalités de négociations fixant, entre autres des pourcentage de réduction dans les trois piliers que sont l'accès au marché, les soutiens internes et les subventions à l'exportation, le projet se limite à fixer un « cadre » pour de telles modalités qui devront être finalisées par la suite.

Soutien interne

En ce qui concerne la réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion sur le commerce, le Président Pérez del Castillo a utilisé le modèle de la proposition conjointe UE/USA, mais en aménageant certaines différences significatives rendant plus ambitieux les objectifs de réduction, et une réduction linéaire de paiements sous la boîte bleue modifiée même en-dessous de cinq pour cent de la valeur de la production agricole annuelle totale. Selon le nouveau projet de déclaration ministérielle, les critères de la catégorie de la boîte verte continuent de faire l'objet de négociations.

Les réductions de la boîte ambre devraient être faites de façon agrégée - pas de produits spécifiques - et ne devraient pas être harmonisées comme le suggère les pays du G 20. Il n'y aurait aucune distinction entre les produits exportés et ceux fournis au marché intérieur, comme proposé par le G-20 et la Norvège.

Le président Pérez del Castillo a également ajouté des dispositions de traitement spécial et différencié d'autres projets de proposition, incluant l'exemption des pays en voie de développement de la condition de réduire leur niveau de minimis; la retenue de la prétendue boîte de TSD (article 6.2. de l'accord d'agriculture) pour les pays en voie de

développement ; et le rajout de nouvelles dispositions de TSD sous la boîte verte.

Accès aux marchés

Sur l'accès du marché, la formule applicable pour la réduction tarifaire à opérer pour les pays développés sera une formule composite - formule d'Uruguay, formule suisse, formule des droits zéros -, dans laquelle chaque élément contribuera à une amélioration substantielle de l'accès aux marchés. Le projet de déclaration prévoit que la question de la progressivité des droits sera effectivement traitée (comme proposé par exemple par le G-20 et le like-minded Group). Il ajoute également pour les pays en développement une flexibilité additionnelle à des conditions à déterminer pour désigner des produits spéciaux qui ne seraient soumis qu'à un abaissement linéaire d'un minimum à déterminer et à aucun engagement nouveau concernant les contingents tarifaires.

L'approche globale pour des tarifs de pays en voie de développement serait une approche du Cycle d'Uruguay ou un mélange des formules d'Uruguay et suisses, sans la formule des droits zéro. En outre, un nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale pour l'agriculture sera établie pour être utilisée pour les pays en développement à des conditions et pour des produits à déterminer. Les participants s'engagent à tenir compte de l'importance de l'accès préférentiel pour les pays en développement.

Concurrence à l'exportation

Le projet de déclaration prévoit l'élimination des subventions pour certains produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, tandis que pour les produits restants, les Membres devront réduire les montants budgétaires et les quantités prévues pour les subventions à l'exportation en vue de leur retrait progressif. Cette dernière disposition est absente de la proposition conjointe UE/USA alors que les pays du G-20 appellent à l'élimination dans les deux catégories, mais à vitesses différentes. Il y aurait également des négociations sur la détermination d'une date à laquelle toutes les subventions à l'exportation

seraient éliminées. La déclaration mentionne les réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation en vue de leur retrait progressif quant à l'équivalence de leurs effets sur les subventions à l'exportation et les crédits à l'exportation.

En ce qui concerne le TSD, les pays en développement bénéficieront de périodes de mises en œuvre plus longues et continueront de bénéficier des dispositions relatives au TSD de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture.

Les réactions des membres

Dans leur réaction au projet de déclaration ministérielle du Président Pérez del Castillo, les Membres ont plus ou moins réitéré leurs positions classiques déjà connues. Plusieurs pays (les pays du groupe de Cairns et d'autres) se sont plaints du fait que le projet était encore trop proche de la proposition conjointe UE/USA dans la mesure où il ne va pas loin dans l'élimination définitive des subventions et à l'exportation ou dans la réduction des soutiens internes à la production. Plusieurs membres du groupe de Cairns et d'autres pays en voie de développement ont en outre indiqué que le texte des pays du G-20 offrait une meilleure base de travail pour Cancun. Certains pays en développement non membres du groupe de Cairns ont voulu des dispositions additionnelles de TSD, au moment où des pays développés comme la Suisse et le Japon ont jugé que le projet de déclaration était allé trop loin et ne tenait pas suffisamment compte des considérations autres que d'autres d'ordre commercial et la diversité de l'agriculture. Ces pays ont exprimé aussi avec l'UE quelques inquiétudes au delà du projet de déclaration sur la continuation des négociations pour rationaliser les subventions de la boîte verte.

Plusieurs pays développés, y compris l'UE et les USA, ont critiqué le texte du président qui créerait un système à deux niveaux dans lequel les pays en voie de développement auraient beaucoup moins d'obligations. Cependant, l'Inde et d'autres pays ont riposté en disant que le système était déjà à deux niveaux en raison des importantes subventions ayant un effet de distorsion sur le commerce utilisées par quelques pays développés.

Sources : Passerelles, Bridges et Solagral

NOUVELLES DE L'OMC

ADPIC : Un Compromis Adopté De Justesse

Au point mort depuis décembre 2002 et bloqué par les Américains, soumis à la pression de leurs industries pharmaceutiques, le dossier sur l'accès aux médicaments et la santé publique représentait un obstacle à toutes les négociations pour la libéralisation du commerce international menée par l'OMC. La Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, adoptée à Doha en novembre 2001, a confirmé les droits dont disposent les États d'avoir recours aux licences obligatoires pour fabriquer des médicaments génériques sans l'autorisation du détenteur du brevet. Le paragraphe 6 de la déclaration reconnaît néanmoins que les pays ne disposant pas de capacités de production suffisante dans le domaine pharmaceutiques pourraient avoir des difficultés à avoir recours à de telles licences et à demandé au conseil des ADPIC de trouver une solution rapide à ce problème.

A deux semaines de la Conférence de Cancun, un texte de base élaboré par un groupe de cinq pays - les Etats-Unis, le Brésil, l'Inde, le Kenya et l'Afrique du Sud -, jetait les bases d'un compromis qui devait mettre fin à deux ans d'intenses négociations sur l'une des questions dont la non résolution jetait le scepticisme sur l'OMC.

Le mercredi 27 août dernier, alors que le compromis semblait acquis, le texte a été sévèrement critiqué au point que les consultations du vendredi 29 août ont abouti à un échec et replongeait les négociations dans l'impasse. Au moment où tous les regards étaient désormais tournés vers Cancun et que le processus de Genève semblait clos, la dernière séance du Samedi matin - 30 août - allait permettre aux 146 pays membres du Conseil Général de donner leur feu vert à l'accord

de principe. Quelques pays avaient encore des réserves sur l'interprétation du texte, mais elles ont été finalement levées par le président du Conseil général, l'ambassadeur de l'Uruguay Carlos Pérez del Castillo qui a déclaré que «Cet accord historique permettra aux pays pauvres d'utiliser pleinement la souplesse de la réglementation de l'OMC en matière de propriété intellectuelle afin de traiter les maladies qui ravagent leurs populations»,

La formule du compromis

Les négociateurs cherchaient à assouplir la réglementation mondiale des brevets afin de permettre aux pays pauvres dépourvus d'industries pharmaceutiques d'importer des produits génériques de médicaments vitaux afin de lutter contre les épidémies comme le sida ou la malaria. Un accord sur cette question avait déjà été approuvé en décembre 2002 par l'ensemble des pays membres, à l'exception des Etats-Unis, dont les firmes pharmaceutiques redoutaient que le texte ne permette aux producteurs de génériques comme l'Inde et le Brésil de copier des médicaments contre des maladies non infectieuses comme l'obésité ou l'impuissance.

Le texte du compromis est proposé par les Etats-Unis et quatre pays en développement particulièrement concernés par ce dossier -le Brésil et l'Inde, pays producteurs de médicaments génériques, et le Kenya et l'Afrique du Sud, pays durement frappés par le sida -, reprend le texte de décembre 2002 (voir Passerelles Synthèse Mensuelle, Vol. 1 No 10. http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-12/story1.htm) en lui adjoignant une "déclaration du président" du Conseil Général. Ce texte stipule que la nouvelle réglementation devra être utilisée "de bonne foi" afin de protéger la santé publique, et non à des fins commerciales. Elle ajoute que les médicaments génériques produits dans les pays en développement ne devront pas se retrouver sur les marchés des pays riches. Les pays s'engagent aussi, à ce que les médicaments à prix réduits arrivent à leur destination sans être revendus à des pays développés ou ceux possédant la capacité de les produire eux-mêmes. Le texte adopté contient ainsi

diverses clauses prévues pour éviter le détournement du système au détriment de la protection des brevets dans les pays riches.

Des réactions mitigées

L'accord est une bonne nouvelle pour les Africains qui ont désespérément besoin d'avoir accès à des médicaments bon marché, a déclaré pour sa part l'ambassadeur du Kenya, Mme Amina Mohamed. Pour l'Union Européenne, le commissaire Pascal Lamy a estimé qu'il a "peut-être fallu trop longtemps pour parvenir à cet accord, mais il montre que l'OMC peut répondre avec souplesse et pragmatisme aux préoccupations des pays en voie de développement et contribuer au combat contre les maladies infectieuses". La Fédération internationale des entreprises pharmaceutiques (IFPMA) s'est félicitée de son côté de l'accord "équilibré" conclu à l'OMC. Ce compromis permettra de "traiter les vrais problèmes des pays les plus pauvres", a indiqué l'IFPMA.

Toutefois, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont exprimé des doutes sur la portée pratique de l'accord. Médecins sans frontières et Oxfam l'ont estimé trop compliqué à appliquer et légalement peu clair. Pour eux, il s'agit de « vingt pages pleines de clauses compliquées, contradictoires et ambiguës », qui vont décourager les investisseurs. Les pays pauvres n'auront pas d'autre choix que d'acheter des médicaments au prix fort, s'ils veulent soigner leur population.

Sources : Passerelles, OMC et AFP

Les Thèmes De Singapour Agendés, Les Pays Africains Insatisfaits

Le 24 août dernier, le Conseil Général de l'OMC publiait le dernier draft de déclaration ministérielle vers Cancun

(http://www.ictsd.org/ministerial/cancun/docs/Job_03.150.Rev.1.pdf).

Pour chacun des thèmes de Singapour-investissement, politique de concurrence, achats publics et facilitation des échanges - le projet de déclaration prévoit dans ses paragraphes 13, 14, 15 et 16, deux options possibles. Soit la poursuite de la clarification de ces question dans le cadre de leur groupes de travail respectifs, soit le lancement des négociations sur la base de projets de modalités annexées au texte principal.

L'inclusion de modalités de négociations dans le projet de déclaration ministérielle

A une réunion informelle des chefs de délégations le 22 août dernier, le président du groupe de travail sur l'investissement, Seixas Correa (Brésil), a conclu qu'il n'y avait aucun consensus parmi les membres de l'OMC, ni sur la façon dont procéder sur la question de l'investissement, ni sur ce que l'on pourrait conseiller aux ministres à Cancun. La réunion a passé en revue deux textes : le texte des pays africains (WT/GC/W/510) ; et un deuxième relatif à une soumission faite par l'UE, la République de Corée, la Suisse, Taiwan et le Japon, et proposant des négociations sur l'investissement, avec une ébauche de modalités - comprenant les éléments procéduraux et les questions de fond -pour les négociations (Job (03)/172).

Le texte de l'UE, de la Corée, du Taiwan et du Japon était plus tard reflété en annexe D du projet de déclaration ministérielle de Cancun, et prévoit l'application des paragraphes 45-51 de la déclaration de Doha aux négociations qui (entre crochets) devrait se conclure d'ici le 30 juin 2004. Sur les éléments substantifs, l'article (et le projet de texte de Cancun) incluent la portée et la définition, avec la possibilité de considérer seulement l'investissement direct étranger (IDE), ou avec d'autres formes d'investissement à long terme.

Les mêmes pays ont également préparé un texte sur des modalités pour le transparence des achats publics (Job (03)/166), reflété en annexe F du projet de déclaration ministérielle. Le projet de déclaration prévoit des négociations sur la base du Para. 26 de la déclaration de Doha en consolidant les progrès obtenus dans le groupe de travail. Le

texte demande aux Membres de soumettre leurs propositions de négociation initiales (entre parenthèses) d'ici le 31 janvier 2004, et entamer des négociations en vue de soumettre un projet de texte pas plus tard le 30 juin 2004 (entre parenthèses).

Le projet de texte sur la politique de concurrence renvoie au paragraphe approprié dans la déclaration de Doha et déclare que des négociations sur un cadre multilatéral seraient basées sur les éléments contenus dans le Para. 25 de cette déclaration et que les dispositions de l'accord seraient rédigées de telle manière que "... les différentes décisions des autorités de concurrence nationales ne soient pas sujettes à une remise en cause ou contestées devant le système de règlement des différends de l'OMC"... Le principe de la non-discrimination s'appliquera seulement aux lois, aux règlements et aux directives de l'application générale".

Sur la facilitation des échanges, le projet de texte déclare que les négociations viseraient à clarifier et améliorer des aspects appropriés des articles GATT V, VIII et X du GATT 1994. Il reconnaît également que dans le cas des pays en développement et des PMA, leur capacité de mise en œuvre serait entièrement prise en considération.

Le refus des pays africains d'engager des négociations globales sur ces thèmes

Par une proposition commune datée du 14 août dernier (WT/GC/W/510), un groupe de pays africains - Bénin, Botswana, du Kenya, Maurice, Nigéria, l'Ouganda, Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie, la Zambie, Zimbabwe et Djibouti - a pris position sur le processus de négociation des questions de Singapour à l'OMC. Les pays signataires considèrent que les liens entre commerce et investissement, l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, la transparence des marchés publics et de la facilitation des échanges qui sont en discussion à l'OMC présentent chacune ses aspects particuliers et complexes. De nombreux pays en développement font part de leurs préoccupations concernant les incidences sérieuses que ces

questions pourraient avoir sur leur économie et en arrivent à la conclusion que les avantages de la négociation d'un cadre multilatéral pour chacune de ces questions ne sont pas manifestes pour eux.

Par ailleurs, de nombreux pays en développement ont peu de ressources et une capacité limitée de négocier véritablement ces questions, surtout à un moment où ils doivent surmonter les difficultés que leur posent la mise en œuvre des règles existantes de l'OMC et le programme de travail élargi après la Conférence ministérielle de Doha.

Cette situation n'offrant pas les conditions qui permettraient d'engager des négociations dans ces domaines, les pays africains signataires demandent que la clarification de ces questions se poursuive dans les groupes de travail respectifs (liens entre commerce et investissement, interaction du commerce et de la politique de la concurrence, transparence des marchés publics) et au Conseil du commerce des marchandises (facilitation des échanges).

Cette position reflète celles prises sur ces questions dans la Déclaration des pays ACP sur la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, adoptée à la sixième réunion des Ministres du commerce des pays ACP (Bruxelles 31 juillet-1er août 2003), dans la Déclaration ministérielle de Maurice sur la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, adoptée à la réunion des Ministres du commerce des États membres de l'Union africaine (Grand Baie, Maurice, 19-20 juin 2003), et dans la Déclaration de Dhaka adoptée à la deuxième réunion des Ministres du commerce des PMA (Dhaka, Bangladesh, 31 mai-2 juin 2003).

Pour rappel, les pays africains ont soutenu de longue date la position selon laquelle la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, à Cancun, devrait se concentrer sur la prise en compte de leurs préoccupations de développement dans les accords existants, au lieu d'ouvrir des négociations pour de nouveaux accords, en particulier sur les thèmes de Singapour - c'est-à-dire l'investissement, la concurrence, les marchés publics et la facilitation des échanges.

SUR LE FIL

Les Pays ACP Contre Une Disparition Brutale Des «Préférences» Commerciales

Les ministres ACP du Commerce se sont réunis les 31 juillet et 1er août 2003, à Bruxelles, pour préparer la 5ème Conférence ministérielle de l'OMC prévue du 10 au 14 septembre 2003 à Cancun. Cette rencontre qui concrétise la volonté des pays ACP d'adopter des positions et des stratégies de négociations communes a été aussi l'occasion d'examiner l'état d'avancement des négociations ACP-UE sur les accords de partenariat économique (APE) ainsi que les faits nouveaux relatifs au commerce ACP-UE, notamment la réforme de la politique agricole commune (PAC), l'élargissement de l'UE et le système de préférences généralisées (SPG) de l'UE.

Les accords de partenariat économique

A quelques semaines de la fin de la première phase « tous ACP », qui doit vraisemblablement être bouclée en septembre prochain, les ministres du commerce des pays ACP ont rappelé que les décisions qui seront prises durant cette phase sont de nature à engager l'ensemble du groupe ACP et aussi l'UE européenne. A cette date, qui coïncide avec le démarrage de la phase 2 bilatérale - régionale, les pays et les régions ACP qui se considèrent prêts pourraient entamer les négociations, conformément aux orientations et au mandat de négociation des ACP. A cette fin, les pays ou groupe régionaux devraient être invités, dans les semaines à venir, à notifier au Groupe ACP, à travers le Secrétariat général du Groupe, leur configuration, leur structure, leur mandat et leur calendrier de négociation. Les questions d'intérêt commun pendantes devraient continuer, pendant la Phase II, à être examinées au niveau tous ACP-UE. La liste de ces questions est supposée être arrêtée par l'ensemble du Groupe ACP. Dans ce contexte, les membres ont appelé à préserver l'unité, la solidarité, ainsi que la cohésion

du groupe tout au long du processus de négociation. Un mécanisme de suivi devrait être mis sur pied à cet effet.

Plan d'action et stratégie ACP pour Cancun

Le processus de préparation de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC a connu son point orgue avec la publication de la déclaration des ministres ACP dans laquelle d'importantes décisions sont prises en perspective de Cancun. Devant la complexité du processus de négociation et les compétences et les capacités de négociations des délégués des pays développés auxquelles ils sont appelés à faire face tout au long de la conférence ministérielle de Cancun, les ministres ACP ont décidé de se doter d'un porte-parole général unique qui parlera au nom de l'ensemble de groupe, en la personne de S.E. M. Jacob NKATE, Ministre du Commerce et de l'Industrie de Botswana, président de la 6ème réunion des ministres du Commerce ACP. Les ministres ont en outre décidé de se réunir avant et pendant la Conférence afin de désigner les porte-parole pour chacun des domaines qui seront déterminés en vue de consultations pendant la Conférence. A cet égard, le porte-parole général a été chargé de mener des consultations avec le Président de la Conférence, avant le début des travaux et chaque fois que de besoin, en vue de clarifier les modalités du déroulement de la Conférence, ce qui permettra aux ACP de s'organiser de façon appropriée. Pour asseoir une bonne stratégie de négociation, les ministres ont assigné au bureau ACP de Genève la mission de préparer un aide-mémoire relatif à la position détaillée des ACP sur toutes les questions à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle de Cancun, en tenant compte de la position de l'Union africaine et des PMA. Cette Déclaration et cet aide-mémoire serviront de documents de référence pour le porte parole général ainsi que pour les porte-parole pour les différents domaines. Cette stratégie sera aussi fondée sur la recherche d'alliances et l'adoption de positions communes avec l'union africaine, les PMA et tout autre groupe ayant les mêmes intérêts et poursuivant les mêmes objectifs.

Le maintien des préférences commerciales comme impératif catégorique

L'importance des préférences commerciales accordées aux pays ACP n'est plus à démontrer. Ces préférences font désormais partie des dispositifs commerciaux et économiques mis en place par ces pays pour compenser la faiblesse des capacités de production et d'exportation qui caractérise largement les pays ACP. C'est pour ces raisons, entre autres, que les ministres ACP ont invités les membres de l'OMC à garantir le maintien et la sécurité de ces préférences en adoptant des règles flexibles et des modalités permettant des exemptions fondées sur des besoins spéciaux en matière de développement. Ils ont en outre exhorté leurs partenaires, membres de l'OMC, à régler la question de l'érosion des préférences notamment par la mise en place de mécanismes de compensation et autres mécanismes appropriés, y compris des mesures visant à promouvoir les exportations. Ces mesures doivent, selon les ministres ACP, être accompagnées d'une assistance technique et financière en vue de l'amélioration des infrastructures, de la productivité et de la diversification, ainsi de la mise en place de facilités et de systèmes visant à assurer la conformité avec les mesures SPS et les exigences en matière d'obstacles techniques au commerce pour les exportations en provenance des membres du Groupe ACP. Les membres de l'OMC sont en fin appelés à ne pas prendre de mesures de nature à aggraver l'érosion des préférences, de sorte que les pays qui bénéficient de ces préférences et qui font le commerce d'un nombre limité de produits ou de produits de base, puissent continuer à bénéficier d'une part équitable du marché mondial.

UE/CEDEAO : Négociations Préalables En Vue Des APE

Réunis les 22 et 23 juillet derniers à Bamako, les ministres du Commerce et des Finances de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont bouclé leur

concertation sur les futures négociations ACP-UE. Au cours de cette réunion, ils se sont penché sur un certain nombre de points dont la substance suit.

Libéralisation effective des politiques agricoles des pays du Nord

Dans une déclaration commune publiée à l'issue de deux jours de travaux, les ministres ouest-africains réclament le libre accès de tous les produits originaires des Pays les moins avancés aux marchés des pays développés. Ils exigent l'élimination de toutes les formes de subvention aux producteurs dans les pays développés, pour les produits destinés à l'exportation qui contribuent à entretenir des flux d'échanges artificiellement compétitifs sur nos marchés et l'instauration d'une discipline sur les crédits à l'exportation.

Réclamant l'augmentation du niveau de «minima» d'au moins 10% pour les pays en développement, les ministres de l'espace CEDEAO demandent aussi le maintien et l'assouplissement des conditions de recours à la clause de sauvegarde spéciale dans l'Accord sur l'agriculture renégocié.

Sur le coton

Pour le cas spécifique du coton, les ministres du Commerce et des Finances de la CEDEAO demandent que l'or blanc soit érigé en produit spécial lors de la 5e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue en septembre prochain à Cancun (Mexique). Les ministres exigent la mise en place d'un système de réduction des soutiens à la production cotonnière en vue de leur élimination totale et la prise de mesures transitoires en faveur des pays en développement producteurs de coton, notamment une indemnisation financière pour les pertes de recettes liées aux pratiques de subventions des pays développés.

Accès aux marchés des produits non agricoles

Sur la question de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les ministres de la CEDEAO soutiennent toute initiative visant à garantir un meilleur accès aux marchés pour les produits non agricoles des pays en développement.

Il s'agit "plus particulièrement" d'un accès en franchise totale des droits, sur une base consolidée, de tous les produits non agricoles en provenance des Pays les moins avancés.

Accords commerciaux régionaux

S'agissant des accords commerciaux régionaux, en prévision de l'Accord de partenariat économique (APE) entre la région Afrique de l'Ouest et l'Union européenne (UE), les ministres réaffirment "la nécessité d'assurer une flexibilité suffisante aux pays en développement, parties prenantes à des accords de libre échange ou à des unions douanières comprenant à la fois des pays du Nord et du Sud".

Les ministres lancent enfin un appel pressant aux pays développés et aux organisations internationales multilatérales afin que soient mis en place des mécanismes et des instruments financiers de développement appropriés capables d'aider leurs pays à s'adapter et à s'ajuster au processus de libéralisation des marchés.

En 2001 déjà, à Bamako, les ministres du Commerce, des Finances, de l'Intégration et les gouverneurs des Banques centrales de la CEDEAO et de l'UEMOA étaient arrivés à un consensus sur la stratégie de l'Afrique de l'Ouest dans la conduite des négociations APE avec l'Union européenne. L'APE, pour cette sous-région, est un instrument de développement économique, de renforcement du processus d'intégration, d'amélioration de la compétitivité des économies et d'ouverture des marchés à l'Union Européenne. Les Etats membres de la CEDEAO ont ainsi accepté de négocier collectivement un APE avec l'UE. Une attitude qui leur impose de rendre effective leur zone de libre-échange au plus tard en fin 2004 et l'Union douanière pour fin 2007.

Dans cette logique, une session extraordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO se tiendra à Cotonou en fin août 2003 pour accélérer cette évolution en tenant compte des conséquences de l'ouverture des marchés et en mettant en place des programmes de mise à niveau.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe quinze pays est devenue depuis le premier janvier 2000 une zone de libre-échange, statut qui permet, entre autres, la libre circulation des personnes, des services et des capitaux ainsi que la liberté d'entreprendre des activités commerciales et industrielles partout sur le territoire de la communauté.

Sources: www.cedeao.org

<<http://www.cedeao.org>> et PANA

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

10 - 14 Septembre, Cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, Cancun, Mexique
 22 Septembre, Examen des politiques commerciales du Sénégal et du Niger
 22 - 24 Septembre, Textiles Monitoring Body
 24 Septembre, Examen des politiques commerciales du Sénégal et du Niger
 25 Septembre, Comité de l'agriculture - Session ordinaire
 29 Septembre, Examen des politiques commerciales du Honduras
 29 - 30 Septembre, Conseil du commerce des marchandises, Facilitation des échanges

Evènements à Cancun

5- 7 Septembre, Cancun, Mexique, la biodiversité, le commerce et le développement durable. La 18e Session du Forum mondial sur la diversité

biologique (FMD18 -Cancún /OMC5) aura trois thèmes essentiels: Les relations entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB); Le risque, la précaution et la bio sécurité; Le commerce et les moyens d'existence durables. Lieu de réunion: Centro de Convenciones (Centre de conférence) Blvd Kukulkán Km. 9er Piso, Sona Hotelera; CP 77500, Cancún, Quintana Roo, Mexique, http://www.gbf.ch/present_session.asp?no=31&lg=EN
<http://www.gbf.ch/present_session.asp?no=31&lg=EN>

11-12 Septembre, Cancun, Mexico: Symposium sur le Commerce et le Développement. Cette conférence s'efforcera de fournir une plate-forme de dialogue sur les questions liées au commerce et au développement et en particulier les questions de politique commerciales affectant les politiques de développement. Ouvert au public, cette conférence a pour ambition de promouvoir une réflexion ainsi que des idées novatrices qui pourraient par la suite être traduites dans les négociations commerciales à Cancun et au-delà. Contact: ICTSD, Bernice Lee; tel: (41-22) 917-8492; fax: 917-8093; email: tds@ictsd.ch
<<mailto:tds@ictsd.ch>>; Internet: <<http://www.ictsd.org/ministerial/cancun/tds/index.htm>>.

10-12 septembre, Cancún, Mexique, International fair trade, contact : Sonja Zimmermann, tel: +41 79 310 85 84; email: sonja.zimmermann@gersterconsulting.ch <mailto:sonja.zimmermann@gersterconsulting.ch>; Internet:<http://www.fairtradeexpo.com>
<<http://www.fairtradeexpo.com>>.

11-12 Septembre, Cancún, Mexico: Sustainable trade symposium. The symposium, held in conjunction with the International Fair Trade Fair, will present innovative approaches to international trade and explore reforms needed to make trade policy genuinely work for human development and the environment. Contact : Sonja Zimmermann, tel: +41 79 310 85 84; email:

sonja.zimmermann@gersterconsulting.ch; Internet: <<http://www.fairtradeexpo.com>>.

10-14 Septembre, Cancún, Mexique, Cinquième conférence ministérielle de l'OMC, WTO/AIR/2112

Evènements ailleurs

1 Septembre, Bern, Suisse: Fair Trade Fair. Contact : Sonja Zimmermann, tel: +41 79 310 85 84; email: sonja.zimmermann@gersterconsulting.ch; Internet: <http://www.fairtradefair.ch>
<<http://www.fairtradefair.ch>>.

2 Septembre, Événement Spécial : « Le coton en Afrique de l'Ouest et du Centre et Cancún » Paris, le 2 septembre 2003 à 16h, à l'AIE/OCDE (Salle 2, Rdc) 9, rue de la Fédération 75015 PARIS (Metro : Bir-Hakeim, Ligne 6)

Organisé par ENDA Tiers Monde/ICTSD/OXFAM International

Hôte : Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

A quelques jours de la réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Cancún, cette rencontre vise à informer et à favoriser un échange de vues sur l'état d'avancement de la proposition de négociations intitulée « Réduction de la pauvreté : initiative sectorielle sur le coton » soumise par le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali et le Tchad. Un large panel d'acteurs impliqués ou directement concernés par ce dossier introduira les échanges. La rencontre sera suivie d'un cocktail (vers 18 h30) et d'entretiens personnalisés avec les médias présents.

Pour de plus amples informations, contacter : Annick Jeantet, Oxfam International : 01 58 30 84 69

Annick.Jeantet@oxfaminternational.org
<<mailto:Annick.Jeantet@oxfaminternational.org>>

Eric Hazard, Enda Tiers-monde : 01 58 30 84 69 diapol@enda.sn <<mailto:diapol@enda.sn>>

El Hadj Diouf, ICTSD : (41) 22 917 8509 ediouf@ictsd.ch <<mailto:ediouf@ictsd.ch>>

Franck Igué, CSAO/OCDE : 01 45 24 84 85

franck.igue@oecd.org

<mailto:franck.igue@oecd.org>

4-5 Septembre, Hambourg, Allemagne:
Conference on post 2012 climate policy options:
European perspectives. Contact :
<http://www.hwwa.de/Projekte/Forsch_Schwerpunkte/FS/> Klimapolitik/PDFDokumente/hwwa-ws9-03.pdf.

8- 10 Septembre, 3rd Conference on the
Capability Approach: From Sustainable
Development to Sustainable Reform University of
Pavia, Italy Organisation(s): The Capability
Association (contact: e-mail
capabilitiesconference@unipv.it, web site:
<<http://www.eadi.org/news/temp/pavia.html>>)

17-19 Septembre, Regional Governance for
Sustainability :
Third Conference of the Regional Government
Network for Sustainable Development Esplanade
Hotel, Fremantle, Western Australia
Organisation(s): The Regional Government
Network for Sustainable Development (contact:
web site:
<http://www.sustainability.dpc.wa.gov.au/rgnsd.htm>
<<http://www.sustainability.dpc.wa.gov.au/rgnsd.htm>>).

Septembre, 2ème session ministérielle ACP - UE
de négociation des APE, date et lieu à confirmer.

<http://www.acici.org/documentation/notes/note25_fr.htm>

Collectif d'auteurs, Christian Deblock,
**L'Organisation mondiale du commerce - Où
s'en va la mondialisation ?**

Novembre 2002 (300 pages).

Didier Stephany Développement Durable et
Performance de l'Entreprise, Editions Liaisons –
06/2003. <http://>

www.eyrolles.com/php.management/Biographie/

**FAO, Situation mondiale des pêches et de
l'aquaculture 2002**

<<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>>

John Madeley, **Le commerce de la faim. La
sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-
échange**, Les Editions de l'Atelier, Collection
Enjeux Planète, août 2002 ;

Marc Iynedjian, **Accord de l'organisation
mondiale du commerce sur l'application des
mesures sanitaires et phytosanitaires**, mars 2002.

Michel DAMIAN, Jean-Christophe GRAZ,
**Commerce international et développement
soutenable, Economica 2001.**

**OCDE, Perspectives agricoles de l'OCDE 2003 -
2008, principales conclusions.**
<[http://www.oecd.org/pdf/](http://www.oecd.org/pdf/00041000/M00041751.pdf)
00041000/M00041751.pdf

**OCDE : Mobiliser les marchés au service de la
biodiversité pour une politique de conservation
et d'exploitation durable**, Juin 2003.

**OCDE : L'Accord sur l'agriculture du cycle
d'Uruguay Une évaluation de sa mise en oeuvre
dans les pays de l'OCDE**,
Avril 2001.

<http://www.sourceocde.org/content/templates/el/el_searchexpand.htm>

OMC, Rapport annuel de l'OMC 2003. Le
Rapport annuel 2003 porte essentiellement sur la
première année complète de négociations menées

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages,
articles et essais récents sur le commerce et le
développement durable. Si vous désirez profiter de
l'espace pour annoncer un document, veuillez nous
envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

ACICI, Dossier thématique : Agenda Post-Doha,
**Les questions de Singapour : Commerce et
investissement à l'OMC.** [http://](http://www.acici.org/documentation/notes/note25_fr.htm)
www.acici.org/documentation/notes/note25_fr.htm

dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. A télécharger à : <https://secure.vtx.ch/>

OMC, STATISTIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL 2002. Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services.

En anglais

DOHA ROUND BRIEFING SERIES -- CUNCUN UPDATE, AUGUST 2003. The Doha Round Briefing Series is published by the ICTSD in collaboration with the International Institute for Sustainable Development (IISD). The briefings serve as a guide to the multilateral WTO negotiations under the Doha Round. Thirteen "executive summaries" offer a progress report on the issues under negotiation. They are written for the non-expert with a strong interest in trade policy and negotiations. The first volume, published in February 2003, have been updated with a second volume for the fifth WTO Ministerial in Cancun, Mexico from 10-14 September. The second volume of each briefing includes a section on the prospects for Cancun. To access the briefings, visit <http://www.ictsd.org/pubs/dohabriefings/index.htm>.

HOW MUCH DOES IT HURT? THE IMPACT OF AGRICULTURAL TRADE POLICIES ON DEVELOPING COUNTRIES. By the International Food Policy Research Institute, August 2003. According to this study, protectionism and subsidies by industrialised nations cost developing countries about US\$24 billion annually in lost agricultural and agro-industrial income. Trade-distorting measures of industrialised nations (mainly the EU, US and Japan) also displace more than US\$40 billion of net agricultural exports per year from developing countries. The study states that eliminating these measures would triple developing countries' net

agricultural trade. The study is downloadable at: <http://www.ifpri.org/>.

FOOD FIRST REPORTS. By the Institute for Food and Development Policy, August 2003. Food First has launched a series of policy briefs, aimed at providing ammunition for activists working against the WTO's agreement on agriculture, and liberalised trade in agriculture. These reports, covering the US, Mexico, Brazil, China, India and South Africa, examine agricultural change over the past twenty years, and show who wins and who loses through liberalisation in rural areas. The series of reports exposes how agricultural trade agreements in these six countries has cost the poor jobs and income, has increased rural poverty and inequality, and has wiped out small farms and communities. The reports are available at: <http://www.foodfirst.org/pubs/policy/>.

DECODING CUNCUN: HARD DECISIONS FOR A DEVELOPMENT ROUND. By John Audley, George Perkovich, Sandra Polaski, and Scott Vaughan (CEIP, August 2003). Negotiators will meet in Cancun, Mexico, in September amid competing claims regarding what steps are necessary to make trade serve development goals. The authors note that the catch phrases of international trade -- "comparative advantage," "the development round," "trade not aid," and "level playing field" -- hide tough choices for both developing and developed country governments. Getting trade rules right is not sufficient for development, but getting them wrong can cripple it. The authors outline policies that governments and international institutions will need to avoid a debacle at Cancun and to assist developing countries in achieving long-lasting growth. For further information and to download the paper, see: http://www.ceip.org/files/Publications/Trade_PB_26.asp?from=pubdate.

COMPETITION POLICY IN THE WTO AND FTAA: A TROJAN HORSE FOR INTERNATIONAL TRADE NEGOTIATIONS? By Marc Lee and Charles Morand (Canadian Centre for Policy Alternatives, August 2003). When WTO Ministers gather in

Cancun in September 2003, they will decide whether to proceed with full negotiations on competition policy (one of four "Singapore issues") as part of the Doha Round. Competition policy is also a negotiating area in the proposed Free Trade Area of the Americas. The authors seek to provide an overview of competition policy and the elevation of competition policy to the international level as part of trade negotiations. The highlight two concerns: new competition disciplines may be used to undermine public sector monopolies (e.g. public health insurance) and state enterprises (e.g. Crown corporations); and competition policy may further restrict the capacity of governments to engage in public interest regulation and industrial policies. The paper can be viewed at: <<http://www.policyalternatives.ca/>>.

CRACKING THE WTO CODE: UNDERSTANDING TRADE TERMS. By Friends of the Earth International (August 2003). This guide seeks to help would-be trade campaigners crack the WTO code. Understanding trade jargon is an essential first step for anyone wanting to understand or change the international trade system. For the sake of simplicity this guide does not attempt to analyse any of the terms that are included -- it functions as a quick-reference dictionary. The guide is available online at: <http://www.foei.org/publications/trade/wtoglossarysnenglish_lowresol.pdf> .

PURCHASING POWER: HARNESSING INSTITUTIONAL PROCUREMENT FOR PEOPLE AND THE PLANET. By Lisa Mastny (Worldwatch Institute, July 2003). According to this paper, corporations, international organisations, universities, and other large institutions are key in fostering the shift towards an environmentally sustainable world. These "mega-consumers" spend billions of dollars annually on goods and services, which is often more than the gross domestic product of entire countries. The article analyses the impact of this "mega-consumption" on the environment. Lisa Mastny is confident that institutions can play a positive role in relation to the environment: they can help spread green purchasing in developing countries by using

their own procurements to strengthen local green markets. For further information, and to order the paper, visit:

<<http://www.worldwatch.org/pubs/paper/166/>>.

THE CARTAGENA PROTOCOL ON BIOSAFETY: RECONCILING TRADE IN BIOTECHNOLOGY WITH ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT? Edited by Christoph Bail, Robert Falkner and Helen Marquard (Earthscan, June 2003). The book provides a comprehensive review of the Cartagena Protocol on Biosafety to the Convention on Biological Diversity, which sets out international rules and mechanisms for ensuring adequate protection in the handling, transport, use and release of living modified organisms. For more information visit: <http://www.earthscan.co.uk/asp/bookdetails.asp?key=3959>

<<http://www.earthscan.co.uk/asp/bookdetails.asp?key=3959>>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site Internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse